

Christophe Aguiton :

« La société doit se prendre en charge même de façon bordélique »

Par La Rédaction de [Siné Mensuel](#), Octobre 2017.

*Cofondateur d'Attac, de Sud PTT, de l'association AC! (Agir contre le chômage), chercheur en sciences humaines et enseignant d'université, ancien de la LCR : le CV de **Christophe Aguiton** en dit long sur les engagements de l'homme : convictions ancrées à gauche, humaniste et militant. Il vient de publier « **La Gauche du XXI^e siècle** », aux éditions La Découverte.*

Siné Mensuel – Pour vous, militant de la gauche radicale, est-ce qu'il faut se réjouir de la quasi-disparition de la social-démocratie ?

Christophe Aguiton – Se réjouir n'est pas le sujet, c'est en train de se faire. La social-démocratie se délite des deux bouts. L'un va vers des gauches radicales, l'autre vers un centre démocrate. Mais ce centre démocrate a du souci à se faire. La principale leçon de ces dix dernières années, depuis la crise de 2007-2008, c'est que, massivement, en Europe, aux États-Unis, au Canada, la population rejette de plus en plus la mondialisation libérale et la disparition de l'État, du service public. Cette désaffection profite aussi à un populisme de droite, fasciste, xénophobe. Il y a, évidemment, des différences d'un pays à l'autre, mais, d'élection en élection, la base sociale des partis de l'alternance qui gèrent nos pays depuis la Deuxième Guerre mondiale se réduit.

Vous dites que les clivages n'existent plus simplement entre capital et travail. Quels sont les nouveaux clivages ?

Dès le milieu du XIX^e siècle, Marx développe, avec beaucoup d'écho – le Manifeste du Parti communiste date de 1848! –, l'idée que la classe ouvrière doit porter le processus de changement. Cette idée n'est pas défendue que par les marxistes. En Angleterre, le pays qui domine alors l'espace monde, le parti travailliste est créé au début du XX^e siècle, il ne se réclame pas du marxisme mais pense lui aussi que la classe ouvrière est le moteur de l'histoire. Il existe un consensus à gauche, des forces les plus radicales jusqu'aux plus modérées, qui va traverser l'essentiel du XX^e siècle. Il commence à s'effriter en 1968 quand arrivent des nouveaux acteurs, les féministes, les homosexuels, les prisonniers, les soldats... et l'écologie, qui s'impose comme un sujet politique majeur. Tous ces nouveaux acteurs n'ont aucune envie d'être dans la vision très hiérarchisée du monde d'avant. Car la classe ouvrière n'était pas jugée capable de s'émanciper par elle-même, donc il fallait un parti pour la diriger, et des comités centraux, des bureaux politiques, des secrétariats du bureau politique, des secrétaires généraux du secrétariat du bureau politique... pour diriger le Parti! On avait affaire aux mêmes hiérarchisations avec les sujets sociaux. Même après 68, le discours dominant reste campé sur la rupture avec le capital par l'irruption du travail, donc de la classe ouvrière, de ses organisations. Par ce biais, on réglera le reste : les femmes, l'écologie, etc.

C'est la remise en cause des appareils. Mais est-ce compatible avec des luttes collectives ?

On va connaître deux étapes dans cette « horizontalisation » des acteurs sociaux. Celle de l'altermondialisme est très importante. Certes, on y parle encore de mouvements et d'organisations. Mais l'idée tout à fait nouvelle au milieu des années 90 est qu'on est riches de nos diversités. Ce qui va remettre les hiérarchies en cause.

Le raisonnement est simple : il n'y a aucune raison pour que le mouvement syndical ouvrier, par exemple, ait une importance plus grande que la marche mondiale des femmes, ou la Via Campesina qui regroupe les paysans du monde entier...

L'autre pivot de l'altermondialisme est d'accepter d'apprendre des autres. Ça aussi, c'est nouveau ! Il y avait dans le socialisme du xxe siècle, en étant un peu rapide, des théories globales qui étaient censées permettre de comprendre le sens de l'histoire. Alors que là, des tas de réflexions vont venir de l'extérieur et vont nous enrichir.

Je vous donne un exemple : en bon Français, j'étais cartésien. Dans les forums sociaux d'Amérique latine viennent des mouvements de « peuples indigènes » des Andes, boliviens, péruviens ou équatoriens, qui considèrent, par exemple, que les droits fondamentaux ne doivent pas être réservés qu'aux humains. Il faut que les non-humains aient des droits fondamentaux, comme nous les avons exigés en tant qu'humains. Ça change beaucoup de choses : on rompt avec une espèce d'anthropocentrisme. La nature, on l'exploitait ou on l'étudiait, mais l'idée que la terre ait des droits était loin de nous !

La deuxième étape où l'individu va prendre toute sa place démarre avec des mouvements tels que Occupy, Les Indignés, Nuit debout chez nous. Là, c'est vraiment la subjectivité des individus qui se regroupent et décident d'agir ensemble.

Cette horizontalité, n'est-ce pas un peu ce qui donne ce sentiment d'impuissance de la gauche aujourd'hui ? Elle donne l'impression de ne plus avoir de cohésion...

La diversité pose le problème des coalitions. La manière la plus simple de résoudre les contradictions était de remettre de la hiérarchie. Donc, assez naturellement, chacun va considérer que son combat l'emporte sur les autres, que l'écologie va tout régler, que le droit des femmes est le combat essentiel, que la question des immigrés ou des indigènes est absolument centrale... Chacun a tendance à pousser son sujet, son identité. Ça ne tient pas.

Comment résoudre ça ? Il y a plusieurs tentatives, dont le concept d'intersectionnalité qui consiste à regarder les groupes sociaux et les individus par la pluralité des oppressions : être salarié est un assujettissement puisqu'on doit obéir à son patron. Et si vous êtes une femme, s'ajoute une deuxième oppression du fait qu'à la maison, il y a une inégalité, la double journée de travail, etc. Si, en plus, vous êtes d'origine immigrée, avec la peau noire, etc. Si en plus, vous êtes homosexuel, si en plus vous êtes trans... Vous pouvez multiplier les oppressions spécifiques.

Ça permet de démontrer et de démonter la manière dont les pouvoirs sont exercés et cela facilite la construction de coalitions entre acteurs considérés comme subalternes par les dominants.

Pour vous, il y a trois forces centrales si on veut entamer un processus radical pour changer le pays. Lesquelles ?

Ce qui reste du mouvement ouvrier organisé dans les services publics et dans quelques grosses entreprises. Ce premier secteur, le secteur traditionnel, a un énorme avantage : il est déjà organisé. Mais il a aussi un désavantage : il tire vers le XX^e siècle plus que vers le XXI^e. Demandez à un jeune : vous préférez qu'on supprime l'Internet ou La Poste ? Il n'y a pas débat.

Si on se contente de défendre les vieux services publics, on aura du mal à faire rêver.

Deuxième secteur, ce sont les centres-villes. Leurs habitants ne votent pas Le Pen, sont présents dans les manif et composaient le gros des troupes à Nuit debout. Ce deuxième secteur est le plus en phase avec les préoccupations contemporaines : l'écologie, un nouveau rapport au travail... mais avec une difficulté majeure, il n'est pas organisé de façon permanente, ce qui oblige le monde syndical, associatif et politique à penser de nouvelles façons de faire.

Le troisième secteur, qui est très important et qui, lui, se reconnaît surtout dans des luttes contre les oppressions, ce sont les jeunes des quartiers d'origine immigrée qui se mobilisent, comme après la mort d'Adama Traoré... Construire un pont entre ces différentes familles n'est pas évident. Les motifs de mobilisation, les manières d'agir sont différentes.

Ce sont pour moi les trois secteurs centraux, au cœur de ce qui bouge dans ce pays, du côté de la gauche, des mouvements sociaux, de l'écologie. On revient à la question centrale, comment faire coalition ?

C'est l'électorat de Mélenchon ?

Mélenchon a porté une stratégie assez similaire à celle de Podemos en Espagne. D'abord, on sort du vieux monde, donc on rompt avec les sociaux-démocrates, avec les combinaisons politiciennes. Ensuite, il dit : « On va gagner. »

Et là, il y a vraiment un déclic dans l'opinion, les gens se disent que ça peut marcher. Il a fédéré dans les quartiers pourtant pas si favorables que ça à la laïcité version Mélenchon, mais aussi chez les gens du centre-ville qui sont plus horizontaux que la verticalité mélenchonienne. Tous ont voté avec l'idée qu'il y avait une opportunité et qu'il ne fallait pas la rater.

Pour La France insoumise, l'enjeu est celui de la démocratie interne. Aujourd'hui, 60 % d'une classe d'âge, les jeunes, ont accès à l'enseignement supérieur. Ça change tout. Ils ne vont pas accepter qu'un dirigeant dise : tout le monde au garde-à-vous et suivez-moi. On change d'époque...

N'avez-vous pas l'impression qu'il y a quand même un plafond de verre pour cette nouvelle gauche ? Que ce soit Syriza, Podemos qui semble implorer, l'Amérique du Sud...

Il y a deux manières de voir le plafond de verre. La première façon, c'est de se dire que jusque dans les années 2000, 2007, selon le point de césure, jamais les tentatives de renouveler la gauche n'avaient permis de dépasser les 8 ou 10 %.

Après, il y a des points beaucoup plus compliqués qui sont les stratégies et cela renvoie à deux questions. Quelles alliances – avec qui gouverner ? –, c'est ce qui divise Podemos aujourd'hui. Et puis viennent des questions de développement : que faire du pouvoir ?

Lula, en refusant de changer les règles politiques au Brésil, s'est cassé les dents. Chavez puis Maduro, en laissant l'économie vénézuélienne complètement dépendante du pétrole, ont conduit le pays au chaos que l'on voit aujourd'hui. Tsipras, en acceptant le compromis avec la troïka, après avoir « gagné » le référendum, a joué une stratégie difficilement déchiffrable...

Pour vous, une des perspectives de la gauche, c'est de s'investir sur la question des communs, qui offre une alternative au capitalisme et à l'étatisme. Expliquez-nous.

L'expression « biens communs » vient de l'Occident médiéval, donc on est vraiment en Europe, mais ce concept se retrouve partout dans le monde : il y a des droits d'usage différents des droits de propriété. Par exemple, une forêt peut être dans la propriété d'un seigneur, mais le seigneur a des obligations vis-à-vis de ses sujets, de ses serfs qui ont le droit d'aller chercher du bois.

Une logique que l'on retrouve au XIXe siècle sous la forme des coopératives. Tout ça va s'estomper à la fin du XIXe siècle et le socialisme du XXe siècle va être un socialisme de la binarité. C'est-à-dire contre le capitalisme, la propriété privée et le marché, on va nationaliser les moyens de production, planifier l'économie et donc, par la puissance de l'État qu'on aura pris, on va aller vers le socialisme. C'est un peu schématique, mais le programme commun de la gauche, par exemple, tournait essentiellement autour de ces idées.

Deux logiques s'affrontent : marché, propriété privée, capitalisme contre nationalisation, planification, socialisme. Or le monde des communs n'est pas celui-là.

Les communs, c'est une relation sociale directement gérée par ses acteurs, que ce soient les communs historiques, paysans ou coopératives, ou plus récents, ceux de la connaissance, comme Wikipédia, ou de la nature : comment allons-nous gérer collectivement la qualité de l'air dans les villes ?

Les communs offrent une réponse au capitalisme et à l'étatisme par une logique d'implication des acteurs, ce qui est pour moi la source de l'émancipation. Donner tout pouvoir à un président de la République, c'est le monde de la délégation. Or, les rapports au sein de la société ne changeront que par l'auto-émancipation. Et donc par l'implication de chacun de nous.

Certes, chacun ne pourra s'investir partout. Mais le fait que ce soit la société elle-même qui se prenne en charge, même de façon bordélique et compliquée, pour moi c'est meilleur que de la confier à un grand dirigeant... Il n'y a ni Dieu ni sauveur, ni Dieu ni maître.

Ça peut changer le monde ?

C'est un vieux débat. Tu changes le monde par ses structures : la lutte. On manifeste, on se bat, et ça c'est vraiment la France. On est dans un pays insurrectionnel. Il n'y a pas beaucoup de pays qui connaissent la grève générale : nous, la Corée, l'Italie éventuellement, et basta !

Mais il y a une deuxième manière de transformer le monde : changer les manières de faire, la manière d'être, les relations humaines, nos pratiques au sens large du terme. Tu peux être un militant révolutionnaire parfait et traiter ta femme n'importe comment. Vieux débat. Pareil pour l'écologie ou la pédagogie.

Chaque pays, chaque groupe social, chaque région a des traditions un peu différentes. Les Allemands, les Italiens et les Américains sont très impliqués dans la mise en œuvre d'alternatives concrètes. Nous, beaucoup moins. Mais il faut tenir les deux bouts de la lutte.

Et tous les nouveaux courants de la gauche radicale, de Podemos à La France insoumise, doivent éviter le simplisme : on gagne les élections et on résout tout. D'abord, ça marche rarement, on l'a bien vu avec tous les exemples que j'ai essayé de décrire. Et puis ça ne donne pas vraiment le pouvoir au peuple. Ça donne une délégation de pouvoir à quelqu'un qui « parle au nom de... ».

Or si tu veux que le peuple ait du pouvoir, il doit aussi avoir les outils pour l'exercer.